Le cumul d'assurances

Rémi Moreau

Volume 68, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1105335ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1105335ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Moreau, R. (2000). Le cumul d'assurances. *Assurances*, 68(3), 439–443.

<https://doi.org/10.7202/1105335ar>

CHRONIQUE JURIDIQUE

par Rémi Moreau

Le cumul d'assurances

Nous avons trouvé intéressant l'articulet de Pol VANDERGETEN, intitulé *Le cumul d'assurances*, publié dans le numéro de mai 2000 de la revue belge *PRINCIPIUM*. L'auteur distingue trois situations de cumul d'assurance : la coassurance, le concours d'assurance et la pluralité d'assurance.

D'abord, nous reviendrons sur le vocabulaire utilisé par l'auteur, puis nous tenterons de voir si cette sémantique est similaire dans le droit civil québécois.

La coassurance concerne la division des risques entre divers assureurs « qui s'engagent chacun pour une fraction déterminée ». L'auteur mentionne que le contrat d'assurance constitue un corpus unique, mais elle constate en réalité des contrats d'assurance distincts, conclus séparément par chaque assureur à l'égard de l'assuré.

Le concours d'assurance se produit « lorsque par suite d'une insuffisance d'assurance, un complément de garantie est souscrit auprès d'un autre assureur ». On est alors en présence de contrats distincts, dont le formulaire comporte des conditions et des énoncés distincts.

Enfin, la pluralité d'assurance est la souscription de contrats distincts auprès de plusieurs assureurs, « qui n'ont pas connaissance du cumul d'assurance et sans qu'il y ait surassurance ».

Nous tenterons de décoder cette sémantique à la lumière du Code civil du Québec.

La coassurance

Cette notion n'est pas définie comme telle dans le Code civil. Chaque assureur, dans une police collective (parfois appelée police

souscription), s'engage jusqu'à concurrence d'une quotité ou d'un pourcentage déterminé dans la police. Ce qui est à la base de l'assurance est la division du risque entre plusieurs assureurs : cette division en surface se nomme « coassurance ». Pour mieux comprendre, elle se situe aux antipodes de la répartition en profondeur que constitue la réassurance. Par la coassurance, lorsqu'il y a plusieurs assureurs, chaque assureur participe aux mêmes risques dans des proportions définies. L'assureur qui assume le plus fort pourcentage est appelé « apériteur ».

Mais toute cette opération ne peut se faire qu'à l'intérieur d'un même contrat et non dans des contrats distincts. Il faut ici se remémorer la décision de Madame la juge Réjane L. Colas, dans l'affaire *Sabau Construction Inc. c. Symons*, rendue en 1983 et se basant sur l'article 2585 C.c.B.-C. qui stipulait ce qui suit :

Quand plusieurs assurances valides ont été contractées sans fraude, sur la même chose et contre les mêmes risques, chacune produit ses effets en proportion de la totalité des assurances en vigueur jusqu'à concurrence de la perte.

Les assureurs ne sont pas admis à invoquer le bénéfice de division contre l'assuré ; ce dernier peut poursuivre chacun d'eux pour le plein montant de la garantie pour laquelle il s'est engagé tant qu'il n'a pas été indemnisé intégralement.

Dans les faits, une police d'assurance incendie, dite souscription, avait été émise par deux assureurs, à concurrence des pourcentages de participation suivants :

- Symons General : 75 %
- Pitts : 25 %

Suite à un incendie, faisant jouer positivement la garantie, un seul assureur put assumer ses obligations à l'égard de l'assuré, du fait de la déconfiture de l'autre l'assureur. Il ne pouvait bénéficier que d'une indemnité partielle. Il réclama donc à l'assureur solvable le plein montant de l'indemnité, en s'appuyant sur l'article 2585 C.c.B.-C. précité. L'assureur n'a pas manqué de lui rétorquer qu'il s'était engagé, conjointement et non solidairement, dans le cadre d'une assurance souscription, qu'à concurrence de 75 % et que, dès lors il n'était pas assujéti à cet article de loi. Le tribunal donna raison à l'assuré, estimant que Symons General avait assumé une obligation conjointe et solidaire, et qu'il devait être tenu de

payer même au-delà de la proportion du risque qu'il avait assumé. Selon nous, il confondait ainsi les deux opérations que sont, d'une part, la coassurance, et d'autre part, les assurances multiples, celle-là justement régie et visée par l'article 2585.

La Cour d'appel fut invitée à se prononcer, sous la plume de la juge Claire L'Heureux-Dubé, et rendit un jugement à l'encontre de la décision de la juge Colas. Les trois juges sur le banc furent unanimes. La question à résoudre était la suivante : l'article 2585 C.c.B.-C, d'ordre public, s'applique-t-il lorsqu'il existe un seul contrat d'assurance, tel en l'espèce, à savoir dans une opération d'assurance de quotité (*subscription policy*) faisant en sorte qu'un assuré soit admis à poursuivre un seul assureur pour lui réclamer la totalité de la perte ?

La Cour d'appel répondit par la négative. L'équité de la coassurance était retrouvée. C'est à bon droit qu'elle a conclu que l'article en question ne s'appliquait pas à l'opération de coassurance, c'est-à-dire lorsqu'il existe un seul contrat de quotité. Comme cet article n'avait pas d'application, on devait se soumettre au contrat, la loi des parties, contenant une stipulation de non-solidarité entre les assureurs, de sorte que chaque assureur ne peut être appelé à indemniser l'assuré au-delà du montant auquel il s'est engagé, et en fonction duquel une prime, d'ailleurs, a été déterminée.

La confusion juridique vint du fait que l'article 2585 du Code civil du Bas-Canada traite de « plusieurs assurances valides » ou d'assurances multiples. Une décision contraire eût été, en effet, inéquitable pour un assureur : imaginons une compagnie d'assurance participant à 1 % dans une police de coassurance, obligée de payer une obligation additionnelle de 99 % en cas de sinistre, pour laquelle elle n'aurait pas reçu une prime correspondante ! À l'occasion de la réforme du Code, en 1994, le législateur n'a pas manqué, par l'article 2496 C.c.Q., de clarifier l'ancien article 2585 C.c.B.-C., en stipulant clairement sur l'application d'assurances multiples, portant sur « plusieurs polices auprès de plusieurs assureurs ».

Le concours d'assurance

Rappelons à nouveau la définition de M. VANDERGETEN. Le concours d'assurance se produit « lorsque par suite d'une insuffisance d'assurance, un complément de garantie est souscrit auprès d'un autre assureur ».

Si nous comprenons bien cet énoncé, l'insuffisance ne pourrait se mesurer que lorsque le sinistre survient. Cette réalité est méconnue chez nous, car on ne peut souscrire un contrat après la survenance d'un sinistre, ce en vertu du caractère aléatoire du contrat d'assurance.

Le concours d'assurance ne pourrait se faire que par la souscription simultanée de deux polices distinctes, l'une primaire, l'autre complémentaire, couvrant la même réalité, mais à des hauteurs différentes. À titre d'exemple, un preneur d'assurance souscrit une assurance de responsabilité civile dite « primaire », comportant un montant de base habituellement limité à un million de dollars, puis souscrit auprès d'un autre assureur, contre le même risque de responsabilité civile, une assurance de responsabilité complémentaire, dite « Umbrella », au montant de 5 millions de dollars.

La pluralité d'assurance

Nous avons déjà esquissé ce concept, dans les lignes qui précèdent, pour expliquer l'opération de coassurance. La pluralité d'assurance est visée par l'article 2496 C.c.Q., remplaçant l'ancien 2585 C.C.B.-C. Ce nouvel article s'énonce comme suit :

Celui qui, sans fraude, est assuré auprès de plusieurs assureurs, par plusieurs polices, pour un même intérêt et contre un même risque, de telle sorte que le total des indemnités qui résulteraient de leur exécution indépendante dépasse le montant du préjudice subi, peut se faire indemniser par le ou les assureurs de son choix, chacun n'étant tenu que pour le montant auquel il s'est engagé.

Est inopposable à l'assuré la clause qui suspend, en tout ou en partie, l'exécution du contrat en cas de pluralité d'assurances.

Entre les assureurs, à moins d'entente contraire, l'indemnité est répartie en proportion de la part de chacun dans la garantie totale, sauf en ce qui concerne une assurance spécifique, laquelle constitue une assurance en première ligne.

(notre soulignement)

Nous observons ici que l'assuré, comme auparavant, a le droit d'être indemnisé intégralement de son préjudice par l'assureur qu'il a choisi. En d'autres termes, il ne peut être forcé de diviser sa perte entre chacun des assureurs. Toutefois, contrairement au droit

antérieur, cet article permet aux assureurs de convenir entre eux d'une répartition définitive différente de celle prévue par la loi.

Selon les commentaires du ministre de la Justice, en marge du nouveau Code, « cet article ne pourrait forcer un assureur à assumer une part plus importante du risque que celle à laquelle il s'est engagé lors de la souscription d'une police de coassurance de quotité. Cet article ne l'oblige à payer que la somme pour laquelle il s'est engagé, préservant ainsi sa solvabilité et donc sa viabilité. De plus, cette mesure devrait faciliter l'établissement de polices souscrites par plusieurs assureurs, ce type de police étant particulièrement utile pour réussir à garantir les risques les plus importants ».

Le but, bien sûr, poursuivi par le législateur, par ce concept d'assurances multiples, était d'éviter que le principe indemnitaire de l'assurance soit mis en échec par un cumul de garanties venant dépasser la valeur des biens assurés.